

Compte-rendu de la Biennale de l'Éducation nouvelle

Cette rencontre très réussie, organisée du 2 au 5 novembre 2017 sur le site de l'ESENER, à Poitiers, par les CEMEA, le CRAP-*Cahiers pédagogiques*, la FESPI, la FICMEA, le GFEN et l'ICEM, a associé réflexion politique, échanges (inter)professionnels et échanges de pratiques.

La démocratie, enjeu de l'éducation nouvelle



Le ton a été donné lors de la conférence d'ouverture, par Edwy Plenel¹ qui a proposé une « Défense et illustration du pédagogisme ». Ce terme dépréciatif ayant été inventé par ceux qui s'autoproclament « Républicains », il a mis en avant que la République n'est pas une norme mais un mouvement permanent dont le cœur est l'égalité entendue comme respect des différences : les diversités n'empêchent pas d'avoir des droits et nul n'est assigné au statut de sa naissance. C'est en ce sens qu'il a pu parler de « République inachevée » : dans la république bourgeoise, ouvriers, femmes, ne sont pas des minorités numériques mais sont construites politiquement comme minorités.

C'est en ce sens aussi que la loi sur la laïcité de 1905 n'est pas une norme, mais le rappel du bien commun. La pédagogie est dès lors au cœur de la conception d'une République à la fois démocratique et sociale. Le mot-clé en est la coopération, contre l'éloge de la compétition, des hiérarchies, de la domination. Henri Wallon² distingue deux conceptions de l'enseignement démocratique : la première, individualiste, est fondée sur le mérite ; elle se traduit par une assignation aux hiérarchies des origines socio-culturelles ; la seconde vise une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la nation.

Il importe aujourd'hui de se ressaisir d'un passé qui entre en résonance avec les débats actuels et peut nous éclairer face à l'offensive néo-libérale débutée à la fin des années 70, qui prétend dénoncer l'état mais renforce un état autoritaire agissant au profit d'une logique marchande. « Pédagogisme », « égalitarisme », « élitisme » sont, sur le front scolaire, trois mots-clés de cette offensive.

Pour reconstruire, avec et dans la société, un imaginaire commun qui soit le terreau d'une véritable culture démocratique, où la démocratie ne se résume pas au vote mais s'ancre dans l'auto-organisation de la société, réapproprions-nous les propos de Ferdinand Buisson³ contre une instruction publique uniforme, contre une conception utilitariste de l'école, pour une pédagogie intuitive (ce que nous appelons aujourd'hui pédagogie active) ; réapproprions-nous le sens de l'opposition de Célestin Freinet⁴ à Maria Montessori⁵ : ne pas s'émanciper pour soi mais avec d'autres. Lors de la deuxième conférence, Claude Lelièvre reviendra sur cette fracture dans l'éducation nouvelle internationale, reprenant l'idée que Célestin Freinet ne s'appuie pas seulement sur des « outils physiques » (matériels) mais aussi sur des outils sociaux (correspondance, responsabilité d'atelier, conseil de coopérative) car il vise à former les citoyens libres et responsables d'une république démocratique et sociale.

De la théorie à la pratique

L'atelier de pratique « J'aime pas lire mais je me soigne » illustre cet engagement social, fondamentalement politique, démocratique, de l'éducation nouvelle.

Pour débiter l'atelier, l'animatrice, venue de La Réunion demande aux participants de choisir un album, une BD ou un ouvrage (tous bilingues) et d'en extraire un titre, un mot,



¹ Journaliste invité en tant qu'auteur de *La République inachevée* sous-titré *L'État et l'école en France* (1985) et *Le Droit de savoir* (2013)

² Psychologue, résistant, homme politique, il fut président du GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle). Son nom est associé au plan Langevin-Wallon dans lequel furent mises en place les classes nouvelles dont des enseignants furent à l'origine de la publication des *Cahiers pédagogiques* et de la création du CRAP (Cercle de recherche et d'action pédagogique).

³ Inspecteur de l'Instruction primaire, il présida en 1905 la commission parlementaire chargée de la mise en œuvre de la séparation des églises et de l'état, et fut fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Ligue de l'enseignement.

⁴ Instituteur, son nom reste attaché à des techniques pédagogiques fondées sur l'expression libre et la coopérative et à un mouvement dont l'ICEM (Institut coopératif de l'école moderne) est l'héritier.

⁵ Médecin puis pédagogue, représentante d'un autre courant de l'éducation nouvelle, centré sur le rôle de la pédagogie et de son matériel dans le développement individuel de l'enfant.

une phrase puis de l'afficher avant d'exprimer le critère qui a présidé à leur choix. Suit une lecture offerte de l'album *Ma boîte à bonheur*⁶ à la suite de laquelle elle propose aux participants une technique de pliage-collage pour fabriquer un livret de 8 pages, puis d'écrire *Mon livre de bonheur* en s'appuyant sur leurs sensations : « *Dans mon livre de bonheur, il y a...* ». Pour terminer, chacun montrera et lira son chef-d'œuvre avant que les participants échangent rapidement sur le vécu et le sens de l'heure écoulée.

Dans cet atelier, qu'elle propose à La Réunion à des adultes en délicatesse avec l'écrit, qui vivent souvent leur langue créole sur le mode de la dévalorisation, nous aurons en une heure découvert, lu et entendu de l'écrit, échangé sur les langues, le rapport intuitif et affectif que chacun entretient avec elles, fabriqué un bel objet qui fait de l'écriture un outil apprivoisé pour parler de soi en tant que sujet au carrefour de cultures.

Quand l'histoire légitime l'éducation nouvelle



Dans une perspective historique, en quoi l'éducation nouvelle a-t-elle un sens aujourd'hui ? se demande Claude Lelièvre, historien de l'éducation⁷, avant de préciser que son objectif est de démontrer qu'elle n'est pas en rupture avec l'école voulue par les grands fondateurs de la 3^{ème} République mais tente d'aller plus loin et dans le même sens.

Claude Lelièvre fait remonter son analyse aux humanistes qui promeuvent la culture littéraire classique contre le penchant au vice mais, note-t-il, leur absence de négation du christianisme et de la croyance au péché originel entre en contradiction avec leur foi en l'éducabilité et c'est Rousseau qui mettra en cause cette croyance, fondant le lien entre remise en cause républicaine de l'Ancien Régime et éducation.

Prenant appui sur des citations de discours de Jules Ferry, Claude Lelièvre dénonce le reniement de l'idéal républicain par ceux qui satanisent la pédagogie. Le 23 décembre 1880, à la chambre des députés, Jules Ferry lie école, laïcité et négation du péché originel. Prenant la parole en avril 1881 lors du congrès des instituteurs et institutrices de France, il soutient que l'école obligatoire républicaine ne peut pas en rester aux rudiments, il tente d'inverser la hiérarchie des enseignements entre enseignements dits premiers et fondamentaux et enseignements dits seconds ou accessoires, ceux-ci sont en effet la ligne de séparation entre l'Ancien Régime et le nouveau. Il condamne l'importance accordée à la dictée, et remet même en cause la primauté de l'orthographe. Dans une lettre de 1887, il défendra la note de 1880 qui prescrit de faire trouver la règle à l'enfant : « *Il y faut distinguer deux choses : les programmes et les méthodes. Les programmes des classes ne sont qu'une façade : on a le droit de les trouver surchargés, démesurés, encyclopédiques ; on s'efforce avec raison de les alléger. Mais les programmes ne valent que par la méthode : c'est là la réforme même. Il faut donc se fixer sur la Note dont le Conseil supérieur a fait suivre les programmes de 1880. On pourra modifier les programmes, on ne mordra pas sur les prescriptions si claires de cette Note qui renferment en quatre pages toute la substance des controverses pédagogiques soulevées depuis vingt ans, sur ces instructions, à la fois pratiques et philosophiques, qui marquent si nettement la différence entre l'esprit ancien et l'esprit nouveau [...]. Oui, vraiment, tout est là. Car les nouvelles méthodes [...] fortifient la classe de tout ce qu'elles enlèvent aux routines, aux analyses à outrance, à tous les exercices mécaniques et surannés. A des méthodes nouvelles, il faut des maîtres nouveaux. Pourquoi ne pas le dire ? C'est la résistance du corps enseignant de l'enseignement secondaire qui a, jusque-là, compromis la réforme* ».

Les grands républicains ont donc pris au sérieux la pédagogie et les pédagogues.

Mais, pour reprendre la formule d'Edwy Plenel, la République est restée inachevée. Avant la 3^{ème} république, deux modes scolaires coexistaient qui s'accordaient sur l'homologie entre fonctionnement scolaire et fonctionnement social. Il y avait d'une part le modèle des frères des écoles chrétiennes, le mode simultané, fondé sur une conception théocratique de la société où la première vertu est l'obéissance associée à la régularité et l'humilité. L'enjeu est d'assoir l'autorité magistrale ; et d'autre part le mode mutuel de la Société pédagogique pour l'instruction élémentaire, modèle libéral inspiré de la monarchie constitutionnelle : un seul maître dont l'enseignement est relayé à différents niveaux d'apprentissage de sorte que chacun se retrouve apprenant à son niveau et enseignant (moniteur) du niveau inférieur.

⁶ HOARAU Isabelle, *Ma boîte à bonheur* © Océan Edition, 2007.

⁷ <https://blogs.mediapart.fr/claude-lelievre/blog> et blog.educpros.fr/claudelelievre/

Or l'école publique s'est mise en place selon le modèle chrétien et la mise en cause de cet état de fait est une caractéristique fondamentale de l'école nouvelle : Paul Langevin met en avant la notion du « groupe scolaire à structure démocratique » ainsi que l'apprentissage de la citoyenneté par l'expérience lorsqu'il propose que « *tous aient alternativement des activités de direction et des activités d'exécution* ».

Jules Ferry n'a eu quant à lui aucune ambition d'égalité sociale par l'école. En atteste le maintien, et même le renforcement de deux systèmes : le lycée dans lequel on rentre dès les petites classes pour les riches, et l'école publique pour les autres⁸.

De la théorie à la pratique

L'atelier de pratique autour de la pédagogie de projet illustre cette volonté de l'éducation nouvelle de proposer à tous l'accès à une culture, de donner sens aux apprentissages.

Le premier projet présenté, « *Élèves-auteurs* », concerne des élèves de 5^{ème}, c'est un projet disciplinaire en français qui repose sur un partenariat avec une Maison de seniors et un centre social. Il démarre par une rencontre à la maison de retraite, où chaque élève rencontre une personne âgée et recueille ses souvenirs d'un voyage. De retour en classe, les élèves reprennent leurs notes et choisissent les éléments à intégrer dans leur récit de fiction. L'écriture s'opère en plusieurs temps (à quatre mains) et le texte est illustré en cours d'arts plastiques. Quelques mois plus tard les élèves animent un atelier pour *La Journée de l'avenir* où ils lisent et font lire leurs textes, enfin ils offrent leur recueil illustré aux résidentes de la maison de retraite.

Le second projet, pluridisciplinaire, français/musique implique toujours un partenariat avec la maison de retraite où il s'agit de présenter un spectacle musical et théâtral. Ce projet est l'occasion d'accueillir les propositions des élèves et de leur confier la responsabilité du spectacle. Cette autonomie accordée aux élèves ajoute des contraintes pour les enseignants mais cette sortie de leur zone de confort s'avère enrichissante.

Le troisième projet, mené en 2015-2016, a abouti à la production d'un documentaire fiction « *Ce ne sont pas des soldats, ce sont des hommes* ». Mené dans le cadre d'un EPI (enseignement pratique interdisciplinaire), il a concerné le français, l'histoire, la musique, les arts plastiques, la documentation. Ce que les EPI ont apporté par rapport aux projets antérieurs c'est la réflexion sur la formalisation, ce qui est appris, les processus d'apprentissage. Il s'est poursuivi en 2016-2017 avec la participation à la commémoration du 11 novembre et à une exposition de BD.

Au-delà des murs, quelques tensions vives

Repli de l'école sur elle-même

Un temps de débat relativement informel avait permis à un groupe de s'interroger sur le repli de l'école sur elle-même. Quelques causes ont été pointées qu'on retrouvera dans d'autres temps de la Biennale : une sacralisation (sanctuarisation ?) de l'école, l'absence de pensée du lien entre éducation non formelle et éducation formelle, la pauvreté de beaucoup d'enfants y compris dans les zones rurales tandis que diminuent les subventions permettant de financer des projets sans faire appel au financement par les familles, parfois une tension entre éducation nationale et collectivités locales, le poids des problématiques sécuritaires mais aussi, et la solution est entre les mains des associations d'éducation nouvelle, l'éloignement des mondes de l'enseignement et de l'animation.

Difficile dialogue des professionnalités et impact des difficultés de financement

Lors de la troisième conférence, Marjorie Vidal (enseignante chercheuse à l'université de Sherbrooke) et Vanessa Demire (orthopédagogue) présentent deux structures québécoises dites de "raccrocheurs" qui favorisent la collaboration entre intervenants sociaux et scolaires dans et hors l'école. Le jeune est appréhendé dans sa globalité ce qui crée des conditions favorables aux jeunes et valorise la réussite socio-scolaire. Mais cette collaboration est difficile : intervenants sociaux et scolaires n'ont pas une définition identique de la réussite et l'absence d'espaces pour cette collaboration la complique encore. Il s'agit de structures privées en proie à des enjeux de pouvoir liées aux problématiques de financement.

⁸ Une lecture recommandée : *Le Dictionnaire de pédagogie* de Ferdinand BUISSON, réédité en 1917 sous la direction de Philippe MEIRIEU et Pierre NORA.

Un débat sur la marchandisation interrogera le rapport de l'éducation nouvelle à l'argent quand l'école et les savoirs deviennent un marché et quand certaines associations se revendiquent comme entreprises de l'économie sociale et solidaires.

Quelles cultures ?

Une table-ronde « création et/ou culture » a révélé une divergence sur la définition de la culture qui sous-tend une divergence sur les visées de l'éducation nouvelle.

D'une part une sociologue a rappelé que le Ministère de la culture s'était construit contre ceux de l'éducation nationale et de la jeunesse, des sports et de l'action culturelle et que la loi Notre d'août 2015 donne une définition très large des droits culturels : mode de vie, langue, communication non verbale, sports, modes de production, religion, littérature orale et écrite... Toute vision du monde impliquant des valeurs, et en lien avec l'économie. Il s'agit dès lors de les reconnaître, leur offrir des espaces d'expression, les valoriser y compris au sens monétaire, avec le risque corollaire d'assigner chacun au hasard de sa naissance.

D'autre part l'enthousiasme d'un enseignant de musique pour initier ses élèves à un mode d'expression artistique exigeant et à une production de qualité, et, à travers ce parcours pour leur permettre de se construire comme sujets tout en apprenant à prendre en compte les autres dans un collectif. D'autre part encore les efforts d'une association et d'animateurs pour construire avec un groupe hétérogène des parcours autour d'un ou deux spectacles dans le cadre du Festival d'Avignon, bref pour faire vivre l'idéal du Théâtre Populaire de Jean Vilar. D'autre part enfin la volonté émancipatrice d'un animateur d'ateliers d'écriture destinés à des personnes en situation d'illettrisme ou à des ouvriers d'ateliers techniques municipaux...

L'éducation nouvelle : chercher, résister, combattre



Philippe Meirieu, grand témoin qui a suivi l'ensemble des travaux, clôture cette première Biennale internationale de l'Éducation nouvelle sur une parole forte. Dans un univers individualiste qui peine à construire un commun, qui se perd dans la consommation, la multiplication d'informations virales, dans une école qui creuse les inégalités sociales en raison du caractère massivement laxiste de ses pratiques, l'éducation nouvelle incarne la volonté d'un accès de tous à une culture, des connaissances, des savoirs, des attitudes permettant de s'impliquer dans une démocratie où la confrontation des singularités construit du commun. A la course d'obstacles de « l'égalité des chances », elle oppose le droit à l'éducation pour tous, l'exigence intellectuelle pour une transmission rigoureuse des savoirs, la mise en œuvre, dans toutes les situations d'éducation formelles et informelles, d'une véritable autorité.

Il propose 12 chantiers à travailler :

1/ Dans une société où la fascination de la réussite fait oublier la fragilité humaine, et où la réussite individuelle est supposée contribuer à l'intérêt collectif, mettre en place des formes de coopération pour le bien commun.

2/ Dans une société de l'immédiateté, travailler sur le sursis, l'émergence de la pensée, l'entrée dans la réflexivité, le nourrissage par la culture qui permet de prendre en compte le point de vue d'autrui pour nourrir la pensée ; créer des espaces de décélération.

3/ Dans une société où le langage se dilue dans le slogan ou le bavardage, la séduction, la complicité clanique, militer pour la précision lexicale, la fermeté linguistique, la construction de formes de débat respectueux des principes de probité. Cela nécessite une forme explicite des situations d'apprentissage mais qui n'exonère pas d'une mobilisation de celui qui apprend par des recherches, du travail intellectuel.

4/ Dans une société du consommable et de l'obsolète, faire du travail vrai, du chef-d'œuvre, la forme normale de l'évaluation qui permet "non pas de devenir meilleur que les autres, mais meilleur que soi-même" (Alain).

5/ Dans une société où la virtualisation de l'économie, de l'échange humain, des échanges entre les humains et le monde devient la norme, où le prix l'emporte sur le coût, faire de la rencontre de la résistance de l'objet

une forme de travail constitutive de la construction de l'attention et de l'entrée dans l'œuvre. Dans *La Main à la pâte*, l'objet arbitre sans opprimer : on apprend ainsi que ce n'est pas celui qui crie le plus fort qui a raison.

6/ Dans une société où l'exaltation hédoniste du développement personnel fait confondre spontanéité (reproduction des clichés, des "réclamés") et créativité, inventer des contraintes qui permettent au sujet de se construire, de s'exhausser au-dessus du donné et défendre la vertu des institutions.

7/ Dans une société où les évolutions familiales et les prothèses technologiques entretiennent l'infantile et la toute-puissance adolescente, fonder la différence entre pouvoir et autorité, permettre de faire l'expérience que l'autorité s'exerce en tant que responsable de ... (être responsable du bocal à poissons rouges de la classe). Cela pour permettre l'apprentissage d'une démocratie du bien commun.

8/ Dans une société où la construction identitaire se fait dans la consommation, où prévaut l'adhésion à des mécanismes fusionnels, travailler sur la construction de cadres structurants, permettre l'expérience d'un collectif où l'on peut construire son identité en sécurité sans aliéner sa liberté.

9/ Dans une société où la culture et les savoirs sont réduits à leur efficacité virale, faire entendre que les savoirs s'inscrivent dans une genèse et participent du mouvement d'émancipation collective des humains.

10/ Dans une société où les replis familialistes ou claniques mettent à mal le lien social, faire de la solidarité le principe d'un service public refondé.

11/ Dans une société où les emballements scientistes font parfois oublier les finalités et les leçons de l'histoire, interroger philosophiquement l'utilisation des travaux scientifiques sans fermer à priori la porte aux apports.

12/ Dans une société où le ministère de l'éducation nationale est en réalité un ministère de l'instruction scolaire, faire des Droits de l'enfant un enjeu global : le 20 novembre 2019, on fêtera le 30ème anniversaire de la CIDE⁹. Le préparer passe par penser à la globalité du temps de l'enfant et se mobiliser pour le droit à la scolarisation de tout enfant même si ce n'est pas compatible avec le confort des adultes.

⁹ Convention internationale des droits de l'enfant.